# Entretien de M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères et européennes, avec "Al Jazira International" et la radio qatarienne francophone "Oryx FM" le 21 novembre 2011, sur la situation en Syrie et sur les relations entre la France et le Qatar.

2011-11-21

Q - Avec le soutien des pays arabes et notamment du Qatar, pensez vous que le vote d'une résolution sur la Syrie soit enfin rendu possible demain à l'ONU ?

R - Je l'espère. Nous travaillons en étroite liaison avec la Ligue arabe et, vous le savez, la France a condamné la brutale répression que le régime exerce sur sa population. Il y a eu plus de 3.500 morts, des dizaines de milliers de prisonniers, ceci est tout à fait inacceptable. Nous sommes heureux de voir maintenant que l'ensemble des pays de la région se mobilisent pour faire cesser cette répression. J'espère donc que l'Assemblée générale pourra se prononcer avec un soutien aussi large que possible.

Q - Quel type de sanctions souhaitez-vous ?

R - La liste des sanctions, qui a déjà été mise en œuvre par l'Union européenne, est claire. Il y a d'abord les sanctions sur des personnalités, qui ne peuvent plus se déplacer faute de visa ou dont on gèle les avoirs et puis il y a aussi des sanctions économiques sur les flux financiers ou sur certaines activités, en particulier celles qui sont liées au pétrole.

Q - Dernière question : les relations entre la France et le Qatar ne cessent de croître aussi bien économiquement que culturellement, y a-t-il une raison à cela ?

R - C'est parce que nous nous entendons bien et que nous partageons les mêmes vues sur beaucoup de questions. Les relations personnelles, aussi, entre les responsables politiques sont bonnes et puis les intérêts sont tout à fait convergents aussi sur le plan économique que sur le plan culturel, en matière de défense. Nous avons une coopération très franche et positive. Sur la plupart des grandes crises régionales, aujourd'hui, nous souhaitons travailler en étroite liaison, ce que nous avons fait en Libye ensemble, en l'honneur de nos deux pays puisque nous avons pu permettre au peuple libyen de réaliser son aspiration à la liberté et à la démocratie.

Q - Merci beaucoup.

Une question en Anglais maintenant

The (inaudible) is said to toughen the sanctions on Syria, I'd like to ask you how because there's already sanctions in place, what kind of sanctions are we talking about and if they fail, is foreign military intervention an option?

R - We have condemned since the beginning the brutal repression of the regime against its population, more than 3400 killed people and many prisoners, so we welcome the decision of the Arab league to enforce sanctions if the regime doesn't accept the plan proposed by the Arab league and we will not accept because I think this regime also lost its legitimacy. So it's up to the Arab league to define the sanctions to implement on Syria. As you know the European Union has already adopted 9 waves of sanctions and we are ready to reinforce them. As far as a military intervention is concerned, it's not an option for us today, the situation is very different from the situation in Libya and so we have to build a peace-keeping system and mechanism and not a military one.

Q - Thank you very much.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 24 novembre 2011

---

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/183697-entretien-de-m-alain-juppe-ministre-des-affaires-etrangeres-et-europee